



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 23 décembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GRANULATS VICAT**

4 Rue Aristide Bergès  
B.P. 33  
38080 L'Isle-D'Abeau

Références : 20241212\_RAP\_InspCalypso\_Foudroyage.odt  
Code AIOT : 0006101597

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté Lieu-dit "Calypso" 73140 Saint-Martin-de-la-Porte. L'inspection a été annoncée le 09/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'opération de foudroyage à l'explosif des anciens fours à chaux situés dans le périmètre de l'autorisation d'exploiter de la carrière CALYPSO à Saint-Martin-de-La-Porte.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANULATS VICAT
- Lieu-dit "Calypso" 73140 Saint-Martin-de-la-Porte
- Code AIOT : 0006101597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter signé par le préfet en date du 03 mai 2022. En parallèle, le projet a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de défrichement du 2 mai 2022.

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'opération de foudroyage menée par l'entreprise CARDEM (sous traitant de la société GRANULATS VICAT) s'est déroulée en 2 temps. Le matin à 11h00, la première mise à feu a fait l'objet d'un incident de tir (coupure du circuit de tir) qui n'a pas permis de faire tomber l'ancien four à chaux tel que prévu initialement dans le plan de tir.

Un second tir a donc dû être programmé en début d'après-midi (14h15) permettant à l'exploitant d'atteindre ses objectifs.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications	Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 1.5.3	Sans objet
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 1.10.7	Sans objet
3	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 1.10.6.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Conditions générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 1.6	Sans objet
5	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 4.1.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les observations faites lors de la visite d'inspection n'ont pas mis en évidence d'écart par rapport à la mise en œuvre des dispositions réglementaires contrôlées prescrites dans l'arrêté préfectoral du 03 mai 2022.

Pour autant, le service d'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre, sous 15 jours, un rapport relatif à l'incident de tir qui s'est produit lors de l'opération de foudroyage à l'explosif.

Par ailleurs, des éléments sur la gestion des déchets produits lors de ce chantier ont également été demandés dans le cadre de cette visite d'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures spécifiques à l'ancienne usine à chaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sous un délai de 12 mois après la mise en service des installations, l'exploitant met en œuvre les actions nécessaires à la démolition de l'ancienne usine à chaux, sous réserve de l'obtention des autorisations requises par le code de l'urbanisme.
<b>Constats :</b>  La visite d'inspection a permis de constater la mise en œuvre de l'opération de foudroyage des derniers bâtiments encore en place de l'ancienne usine à chaux ; Cette opération s'inscrivant dans la continuité des opérations de démolition déjà engagées au cours du 2 <sup>e</sup> semestre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 1.10.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Équipements abandonnés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations.
<b>Constats :</b> L'ancienne usine à chaux était pleinement intégrée dans le périmètre de l'autorisation préfectorale du 03/05/2022 portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière « Calypso ».
Considérant l'absence d'utilisation de ces bâtiments par l'exploitant et au regard des analyses de risques déjà réalisées, l'instruction du dossier de demande d'autorisation d'exploiter a conduit l'exploitant à proposer la destruction des bâtiments et l'évacuation des déchets engendrés par cette opération dans des filières agréées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Gestion de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 1.10.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des explosifs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il n'y aura pas de stockage d'explosif sur la carrière. Les explosifs seront livrés le jour du tir et utilisés dès réception.
<b>Constats :</b>  Dans le cadre de cette opération, la visite d'inspection le jour de l'opération de foudroyage a pu mettre en évidence que les explosifs utilisés avaient été livrés le jour même par la société TITANOBEL et utilisés dès réception par la société CARDEM. A noter que cette procédure s'est répétée lors des 2 phases de tir (matin et après-midi).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Conditions générales d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 1.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Incidents ou accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Lors de l'opération de foudroyage par explosifs de l'ancien four à chaux, la société CARDEM a dû s'y prendre à 2 fois pour aboutir à l'objectif final. Cet incident survenu dans le périmètre de la carrière CALYPSO et qui n'a pas été de nature, a priori, à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, nécessite cependant une analyse de la part de l'exploitant et de son sous-traitant. Cette analyse permettra de préciser les circonstances et les causes de l'incident ainsi que les éventuels effets sur les personnes et l'environnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Lors de la visite d'inspection et immédiatement après la réalisation de l'opération de foudroyage du four à chaux, il a été demandé à l'exploitant de transmettre, sous 15 jours, au service d'inspection des installations classées un rapport précisant les attendus réglementaires rappelés dans les constats.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 4.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet. À cet effet, l'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du Code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.
<b>Constats :</b>  L'opération de foudroyage de l'ancienne usine à chaux va engendrer la production d'un certain nombre de déchets notamment béton à recycler et ferrailles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans le contexte de l'opération, il est demandé à l'exploitant de fournir au service d'inspection des installations classées, dans un délai de 4 mois, une synthèse des différents types de déchets produits et des modalités d'évacuation associés. Notamment, il est attendu les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition du déchet ;</li><li>- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature déchets) ;</li><li>- la quantité du déchet sortant ;</li><li>- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;</li><li>- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li><li>- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;</li><li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite